

Delphine BATHO

*Deux-Sèvres (2^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [J.O. du 12 octobre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [J.O. du 18 décembre 2007]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [J.O. du 15 mai 2008]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 798 visant au classement du marais poitevin comme parc naturel régional [9 avril 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Violences urbaines, lutte et prévention [27 novembre 2007] (p. 4701)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 305, posée le 3 juin 2008. Environnement. Protection (J.O. Questions p. 4540). Appelée le 3 juin 2008. Zones humides, marais poitevin (p. 2805)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Indique que le groupe socialiste a créé un "comité de défense" de l'amendement 252 de M. Chassaigne afin d'en prévenir toute remise en cause [8 avril 2008] (p. 1396)

DÉBATS**Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)**

Son intervention (p. 2121)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : croissance (p. 2121)

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 2122)

Droit pénal : mineurs : récidive (p. 2122)

Droit pénal : peines planchers (p. 2122)

Droit pénal : récidive : lois (p. 2121)

Justice : centres éducatifs fermés (p. 2122)

Discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2148) ; [18 juillet 2007] (p. 2167)**Après l'article 2 ter**

Ses amendements n° 70 et 71 (jugement dans un délai de trois mois pour les mineurs primo-délinquants) (p. 2171) : rejetés (p. 2173)

Son amendement n° 72 (sanctions éducatives prononcées dans un délai de trois mois) (p. 2173) : rejeté (p. 2176)

Son amendement n° 73 (désignation d'un éducateur référent chargé de suivre l'exécution de la sanction par le mineur) (p. 2177) : rejeté (p. 2178)

Article 3 (peines minimales pour les mineurs et nouvelle possibilité d'exclusion de l'atténuation de la responsabilité pénale pour les mineurs de plus de 16 ans)

Ses interventions (p. 2178 et s.)

Son amendement n° 75 rectifié (p. 2183)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [26 juillet 2007] (p. 2425)

Son intervention (p. 2428)

Thèmes :

Droit pénal : individualisation de la peine (p. 2429)

Droit pénal : peines planchers (p. 2429)

Droit pénal : récidive : statistiques (p. 2428)

Justice : moyens (p. 2428)

Ordre public : lutte contre l'insécurité : lois (p. 2429)

Projet de loi n° 13 portant création d'une délégation parlementaire au renseignement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2442)

*Article unique (création de la délégation parlementaire
au renseignement : composition, compétences,
pouvoirs, travaux de la délégation)*

Ses interventions (p. 2442 et s.)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

*Article 4 (évaluation préalable de la connaissance de la
langue française et des valeurs de la République par
les conjoints de Français)*

Ses interventions (p. 2227, 2246 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 36 de la commission (recours au
test ADN pour prouver une filiation en cas de carence
de l'état civil dans le cadre de la procédure de
regroupement familial) (p. 2290)

Intervient sur le sous-adt n° 268 du Gouvernement
(définition par décret en Conseil d'Etat des conditions
de mise en œuvre des tests ADN - notamment liste
des pays concernés et habilitation à effectuer le test) à
l'adt n° 36 de la commission (recours au test ADN
pour prouver une filiation en cas de carence de l'état
civil dans le cadre de la procédure de regroupement
familial) (p. 2297)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ;
[25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre
2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007]
(p. 3438, 3465)**

*Article 32 (répartition des professionnels de santé sur
l'ensemble du territoire)*

Son intervention (p. 3385)

*Article 35 (création d'une franchise sur les
médicaments, les transports et les actes paramédicaux)*

Ses interventions (p. 3413 et s.)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 93) :

*- Réunion de la commission des affaires économiques,
de l'environnement et du territoire du 31 octobre 2007*

Son intervention (p. 104)

Thèmes :

Environnement : Conseil national de la protection de
la nature (p. 104)

Environnement : Grenelle de l'environnement :
aménagement du territoire (p. 104)

Environnement : Marais poitevin (p. 104)

SÉCURITÉ

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4254)

Son intervention (p. 4254)

Thèmes avant la procédure des questions :

Gendarmerie : gendarmes : rémunération (p. 4255)

Ordre public : personnels : effectifs (p. 4255)

Ordre public : violences urbaines (p. 4255)

Police : policiers : heures supplémentaires (p. 4255)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4256)

Crédits de la mission "Sécurité" inscrits à l'état B

Ses amendements n^{os} 279, 280, 268 et 267 (p. 4256 à 4658)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 23 octobre 2007

Ses interventions (p. 5, 10, 18)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 5)

Droit pénal : fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG) (p. 18)

Ordre public : personnels : effectifs (p. 10)

Télécommunications : opérateurs : frais de justice (p. 18)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Son intervention (p. 4461)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : tarifs (p. 4460)

Consommation : protection des consommateurs : pratiques commerciales (p. 4462)

Justice : carte judiciaire (p. 4462)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4462)

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 259 de M. Jean-Marie Le Guen (obligation pour tout commerce de plus de 300 m² de consacrer 10 % de ses achats nets alimentaires aux fruits et légumes) (p. 4723)

Intervient sur l'adt n° 260 de M. Jean-Marie Le Guen (obligation de consacrer 10 % des investissements publicitaires des entreprises commerciales alimentaires à l'information nutritionnelle) (p. 4724)

Intervient sur l'adt n° 261 de M. Jean-Marie Le Guen (obligation pour les grandes surfaces alimentaires de plus de 1 500 m² de réserver 20 % de la superficie d'information promotionnelle à des messages d'éducation sanitaire et nutritionnelle) (p. 4725)

Article 9 (extension du champ de la médiation bancaire)

Son intervention (p. 4762)

Article 10 (création d'un relevé périodique des frais bancaires)

Ses amendements n^{os} 252, 254 et 249 (p. 4764 et s.)

Ses interventions (p. 4766 et s.)

Ses amendements n^{os} 250 et 253 et (p. 4767 et s.)

Ses amendements n^{os} 210 rectifié et 251 rectifié (p. 4770 et s.)

Projet de loi n° 343 relatif au parc naturel régional de Camargue

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4918)

Son intervention (p. 4926)

Thèmes :

Environnement : Parc naturel régional de Camargue : biodiversité (p. 4926)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux : Marais poitevin (p. 4926)

Politiques communautaires : directives : oiseaux (p. 4926)

Discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4928)*Après l'article 4*

Son amendement n° 1 (détermination des règles applicables aux procédures de classement en parc naturel régional) (p. 4928) : retiré (p. 4929)

Proposition de loi n° 575 créant de nouveaux droits pour les victimes et améliorant l'exécution des peines

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 janvier 2008] (p. 343)

Son intervention (p. 349)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : exécution des peines (p. 349)

Automobiles et cycles : incendies (p. 351)

Droit pénal : exécution des peines : mineurs (p. 350)

Droit pénal : procédures : informatisation (p. 350)

Droit pénal : procédures : interopérabilité (p. 350)

Justice : moyens (p. 350)

Justice : greffiers : effectifs (p. 350)

Justice : victimes : indemnisation des victimes (p. 351)

Système pénitentiaire : réforme (p. 350)

Discussion des articles [17 janvier 2008] (p. 351)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 4 (création d'un dossier judiciaire unique du constat des faits ou de la plainte jusqu'à la clôture de la procédure) (p. 351) : retiré (p. 353)

Après l'article 3

Son amendement n° 5 (création d'un fonds d'indemnisation pour garantir la réparation des atteintes volontaires aux biens des collectivités territoriales) (p. 353) : rejeté (p. 354)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Son intervention (p. 1101)

Thèmes :

Agriculture : agriculture biologique (p. 1101)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : principe de réversibilité (p. 1102)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : responsabilité (p. 1101)

Agroalimentaire : labels : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1101)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 1102)

Parlement : groupes de pression (p. 1102)

Politiques communautaires : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1102)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Ses interventions (p. 1172, 1182, 1201, 1204, 1224, 1231)

Son amendement n° 230 (p. 1177)

Son amendement n° 235 (p. 1219) : adopté

Après l'article 1er

Son amendement n° 380 (amnistie des actes de fauchages volontaires de plantations commerciales commis avant la promulgation de la loi) (p. 1240) : rejeté (p. 1242)

Article 2 (Haut conseil des biotechnologies)

Son sous-amendement n° 372 à l'adt n° 20 de la commission (p. 1250)

Ses interventions (p. 1256, 1265 et s., 1278, 1287)

Son amendement n° 241 (p. 1262)

Article 6 (localisation et suivi des cultures d'organismes génétiquement modifiés dans le cadre de la surveillance biologique du territoire)

Son amendement n° 308 (p. 1304)

Après l'article 6

Son sous-amendement n° 376 (déclaration à l'autorité administrative préalable à toute mise en culture d'OGM) à l'adt n° 65 rectifié de la commission (transfert des dispositions des alinéas 8 et 9 de l'article 6 relatives à la déclaration des parcelles, à l'information des exploitants voisins et au registre, aux mesures de coexistence et à la responsabilité dans un article séparé du projet de loi et intégré dans un chapitre spécifique du code rural) (p. 1306) : rejeté (p. 1308)

Son sous-amendement n° 490 (information des collectivités territoriales concernées des lieux de mise en culture d'OGM) à l'adt n° 65 rectifié de la commission (p. 1308) : rejeté (p. 1309)

Intervient sur le sous-adt n° 492 de M. Germinal Peiro (régime de conservation et de consultation du registre national) à l'adt n° 65 rectifié de la commission (p. 1310)

Article 7 (publicité des informations contenues dans les dossiers de demande d'autorisation)

Ses amendements n° 423 et 312 (p. 1316 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 399 de M. Germinal Peiro (alignement des procédures d'évaluation des plantes génétiquement modifiées (PGM) contenant des molécules phytopharmaceutiques sur les produits phytopharmaceutiques) (p. 1324)

Avant l'article 3

Son amendement n° 247 (suppression de la notion de "coexistence entre cultures" avec ou sans OGM) (p. 1326) : rejeté (p. 1327)

Intervient sur l'adt n° 177 troisième rectification précédemment réservé de M. Yves Vandewalle (possibilité pour les parcs nationaux et les parcs naturels régionaux, avec l'accord unanime des exploitants agricoles concernés, d'exclure la culture d'OGM sur tout ou partie de leur territoire, sous réserve que cette possibilité soit prévue par leur charte) (p. 1328)

Son amendement n° 295 deuxième rectification précédemment réservé (interdiction de toute culture d'OGM dans les parcs naturels nationaux, les parcs naturels régionaux et les réserves naturelles) (p. 1329) : rejeté (p. 1330)

Article 3 précédemment réservé (mise en œuvre de la coexistence entre cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques)

Son intervention (p. 1334)

Son sous-amendement n° 493 à l'adt n° 41 rectifié de la commission (p. 1396)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 avril 2008] (p. 1396)

Article 4 précédemment réservé (dispositions pénales)

Son intervention (p. 1408)

Son amendement n° 421 (p. 1418)

Article 5 précédemment réservé (responsabilité des exploitants mettant en culture des organismes génétiquement modifiés)

Son amendement n° 298 (p. 1424)

Son intervention (p. 1426)

Ses amendements n° 303 et 413 (p. 1427 et s.)

Article 8 (utilisation confinée des organismes génétiquement modifiés)

Son amendement n° 314 (p. 1433)

Article 9 (dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés)

Son intervention (p. 1437)

Son amendement n° 420 (p. 1440)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 mai 2008] (p. 2187)

Son intervention (p. 2208)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : responsabilité (p. 2209)

Agroalimentaire : labels : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2209)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) : étiquetage (p. 2209)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2209)

Politiques communautaires : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2209)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 40

Son amendement n° 1122 (p. 3288) : rejeté (p. 3289)

Projet de loi n° 916 relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3743, 3753) ; [25 juin 2008] (p. 3784)

Après l'article 13

Son sous-amendement n° 195 deuxième rectification (dans l'alinéa 7, remplacer "notamment des effets nocifs pour la santé publique et l'environnement" par "et des risques pour l'environnement et la santé publique") à l'adt n° 190 du Gouvernement (informations ne pouvant être tenues pour confidentielles dans un dossier de demande d'agrément ou d'autorisation pour des organismes génétiquement modifiés) (p. 3813) : rejeté (p. 3815)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)

Son intervention (p. 4618)

Thèmes :

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4618)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : responsabilité pénale (p. 4618)

Enseignement maternel et primaire : rythmes et vacances scolaires (p. 4618)

Discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4630) ; [16 juillet 2008] (p. 4642)

Article 2 (principe de l'accueil des élèves pendant le temps scolaire)

Son intervention (p. 4650)

Article 3 (procédure de prévention des conflits de travail et règles de dépôt d'un préavis de grève)

Ses interventions (p. 4663 et s.)

Article 5 (information sur le nombre d'enseignants grévistes – seuil de mise en œuvre du service d'accueil communal)

Son intervention (p. 4669)

Article 7 (utilisation des locaux scolaires pour assurer le service d'accueil)

Son intervention (p. 4673)

Article 7 bis (établissement par le maire d'une liste de personnes susceptibles de participer au service d'accueil)

Ses interventions (p. 4674 et s.)

Article 8 bis (substitution de la responsabilité de l'État à celle de la commune dans le cadre du service d'accueil)

Son sous-amendement n° 127 à l'adt n° 112 du Gouvernement (p. 4681)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juillet 2008] (p. 4867)

Son intervention (p. 4871)

Thèmes :

Communes : maires : responsabilité pénale (p. 4872)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : compensations financières (p. 4872)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : expérimentation (p. 4872)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : recrutement (p. 4871)

Enseignement : personnel : effectifs (p. 4871)

Enseignement : personnel : remplaçants (p. 4871)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 4873)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4873)

Politique sociale : dialogue social : Président de la République (p. 4872)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 4871)